

d'espoir aux classes déshéritées, car le combat est déjà engagé (par un gouvernement libéral) contre la pauvreté, et le discours du trône confirme ce fait.

Ceci m'amène à traiter premièrement de cette pauvreté économique qui existe au sein de certaines classes du pays; et, deuxièmement du devoir de tout gouvernement, comme de tout individu, de s'attaquer en premier lieu à ce grave problème; et, troisièmement, ce qu'a fait le nouveau gouvernement libéral; et, quatrièmement, ce que celui-ci entend faire, face à cet état de guerre.

Bien que certains définissent la pauvreté comme étant une chose relative, dépendant du lieu et de l'époque, je la définirai comme étant l'état de ceux qui sont dépourvus du nécessaire pour vivre et bien remplir le rôle que doit exercer tout citoyen dans la société.

La plupart des Canadiens conviendront qu'aucun citoyen du pays ne doit être privé, pour des causes qui échappent à sa volonté, de la possibilité de bénéficier des avantages de la civilisation moderne. Nous avons la responsabilité sociale de fournir l'occasion à tous de jouir d'une certaine aisance.

Un grand philosophe, traitant de la pauvreté, conclut qu'il faut un minimum de bien-être pour bien accomplir ses devoirs religieux et, conséquemment, ses devoirs civils.

Bien que tous les citoyens doivent être considérés égaux devant la loi, une défection de la part d'un pauvre est toujours plus excusable. Un citoyen est d'autant meilleur ou simplement un véritable Canadien s'il jouit d'un minimum de bien-être.

Le rapport qui a été préparé et publié pour l'ARDA par le Conseil canadien du bien-être social à Ottawa, sur la pauvreté rurale dans quatre régions, doit nous porter à réfléchir. Ce qu'on a découvert dans ces quatre comtés peut être facilement appliqué, avec plus ou moins d'intensité, à presque toutes les régions rurales et urbaines du pays.

Permettez-moi de vous en donner le résumé qui a été fait par les responsables dans ces communautés et les familles pauvres qui voient la pauvreté d'une façon toute différente.

Les premiers la voient dans son aspect global, c'est-à-dire dans ses causes et ses effets, bref, ils la sentent davantage; les seconds la définissent plutôt en fonction de leur situation personnelle et celle de leur voisin.

La définition des responsables communautaires se rapproche en général des raisons évoquées au cours du repérage des cas. Les facteurs communs, que ces responsables incluent fréquemment dans une telle définition, sont, par ordre d'importance:

[M. Matte.]

La pauvreté économique: l'absence du revenu personnel, les charges familiales trop lourdes, terre ou ferme non rentable, chômage chronique, emplois insuffisamment rémunérateurs ou difficilement accessibles.

Les insuffisances personnelles et familiales: le manque d'instruction des enfants et des parents, la maladie, l'inadaptation, l'irresponsabilité, l'alcoolisme, l'absence de participation sociale, les taudis, la misère, les dettes, les enfants et adultes sous-doués, l'inquiétude de l'avenir, la difficulté d'arriver, le désir d'amélioration non satisfait, la paresse, ne posséder qu'un métier, la vieillesse.

Les lacunes sociales: l'embauchage insuffisant, l'équipement sanitaire et scolaire insuffisant, l'absence d'organisation des loisirs (pour les jeunes surtout), l'absence de cohésion sociale.

La conception de la pauvreté chez les familles met d'abord l'accent sur les difficultés qu'elles éprouvent: «on ne gagne pas assez pour arriver»; «on en arrache»; «on ne sait pas ce qu'on va manger demain». Chez d'autres, la frustration de l'ambition est plus évidente: «on ne peut donner l'instruction à nos enfants»; «on ne peut pas faire comme les autres». Le manque d'avantages essentiels se reflète dans les deux définitions suivantes: «Être pauvre, c'est laver son linge sans savon» et «c'est ne pas avoir de papier journal pour allumer son poêle».

Certaines causes morales de la pauvreté sont exprimées ainsi: «être pauvre, c'est être trop paresseux pour travailler». «Si tel est pauvre, c'est qu'il boit trop—il va souvent à l'hôtel». Et puis l'insuffisance vient à son tour expliquer la pauvreté; pour quelques-uns: «Être pauvre, c'est n'être pas instruit» ou «c'est ne pas être fin».

Eh bien, la pauvreté c'est ça, et c'est ce qu'on retrouve trop souvent en parcourant nos comtés et lors des visites que nous font nos électeurs.

D'après le rapport que je viens de citer, on a constaté que, sur 63 familles visitées, 40 ne touchaient pas \$50 par semaine. Nous en détectons un trop grand nombre aussi chez la classe agricole. Après avoir tenu des enquêtes, des experts en sont venus à la conclusion qu'une famille doit gagner au moins \$3000 par année pour être en mesure de survivre. D'après le recensement de 1961, 23 p. 100 des familles canadiennes ne le gagnaient pas. C'est pourquoi il est peut-être illogique que l'exemption de base soit fixée à \$2,000 par année pour une famille.

Être pauvre, c'est en somme ce qui peut facilement empêcher l'individu d'être un bon citoyen.